

# Contrainte extérieure et rupture avec le capitalisme

MICHEL DUPOND ET MAXIME DURAND *Critique communiste* n°18, avril 1983

**T**ROIS dévaluations et deux plans d'austérité, un programme industriel avorté (avec le départ de Chevènement): le projet socialiste vient se heurter avec obstination sur l'obstacle de la « contrainte extérieure ». Les faits semblent donner raison aux partisans du « réalisme économique ». Pour équilibrer les échanges extérieurs et tenir le Franc, il n'y aurait qu'une solution: la baisse de la consommation, donc l'acceptation de la récession et du chômage.

N'y a-t-il d'autre choix que de se résigner à subir la crise ou à « produire français » ?

Cet article voudrait apporter des éléments de réponse en expliquant quelles sont les racines de cette contrainte et en montrant que l'on ne peut s'y soustraire sans rompre avec le capitalisme.

## 1. Internationalisation du capital et contrainte extérieure

« Le marxisme procède de l'économie mondiale considérée non comme la simple addition de ses unités nationales mais comme une puissante réalité indépendante créée par la division internationale du travail et par le marché mondial qui, à notre époque, domine tous les marchés nationaux. »

Cette citation de Trotsky (*La Révolution permanente*) est là pour rappeler que la tendance à l'internationalisation du capital n'est pas une tendance nouvelle. Cependant, elle a pris depuis la seconde guerre mon-

Tableau I	Production mondiale	Commerce international
1948-1963	5 %	7,5 %
1963-1973	6 %	8,5 %
1973-1978	3,5 %	4 %

diale une ampleur et des formes spécifiques. Le tableau I montre que, jusqu'à l'entrée en crise, le commerce international s'est développé à peu près une fois et demi plus vite que la production. Ceci implique que la part de la production soumise aux échanges internationaux a augmenté; c'est ce que confirme le tableau II.

Cette phase d'internationalisation a des aspects spécifiques. Le premier est que dans la constitution d'un marché mondial, le rôle moteur est joué par les pays impérialistes: ils sont à l'origine des deux tiers des échanges mondiaux et près de la moitié du commerce mondial se réalise entre ces pays. La progression des échanges concernant le tiers monde et les

Tableau II  
Part du commerce international

(moyenne des importations et des exportations comparée au produit intérieur)			
	1960	1973	1980
Belgique	32,9	47,6	55,6
Pays-Bas	37,2	38,9	46,1
RFA	14,4	17,1	22,8
Royaume-Uni	15,6	18,8	21,5
Italie	10,5	16,0	21,6
France	10,9	14,3	18,7
Japon	9,0	8,6	11,2

pays de l'Est a été dans l'ensemble moins rapide.

La seconde caractéristique est que, contrairement aux phases impérialistes précédentes, l'internationalisation ne repose pas seulement sur des échanges de marchandises courantes et des mouvements de capitaux. L'élément dynamique du commerce mondial, ce sont les échanges de produits manufacturés et notamment les biens d'équipement et les biens de consommation durable.

La concentration est une tendance naturelle du capital: elle a été stimulée par les formes particulières prises par la phase d'expansion s'après-guerre: le rôle central joué par la production de masse de biens de consommation — et en premier lieu de l'automobile — impliquait évidemment la recherche de la taille maximale, afin de réduire les coûts de production unitaire. Très vite, les marchés nationaux se révélèrent trop étroits. Ainsi, dans l'automobile, il est admis qu'un groupe ne peut être réellement concurrentiel en dessous d'une masse critique d'un million de véhicules par an. Si bien que les capitalistes français, et

d'Etats-nations autonomes gérant chacun sa propre monnaie. Un tel système n'est viable que s'il est chapeauté par une économie dominante dont la monnaie sert d'étalon de référence incontesté. Mais un tel système n'est pas stable : il y a constamment tendance à un développement inégal qui remet en cause l'hégémonie de cette économie dominante. C'est un tel système qui a éclaté entre 1968 et 1971 avec la crise du Dollar et l'abandon du système à changes fixes.

Le système est dès lors fondamentalement instable, d'autant plus que la formation de marchés des devises sur lesquels interviennent des masses énormes de capitaux flottants a conduit à une privatisation accrue des relations entre monnaies.

Il n'y a donc pas de dispositif qui permette de maîtriser et de rendre compatibles les comportements des entreprises avec les exigences de la monnaie nationale : pour que cette dernière ne perde pas durablement de sa valeur, il faut que le pays en question ne connaisse pas de déficit durable dans ses échanges. Mais qui réalise les échanges ? Ce sont les grands groupes capitalistes qui n'ont pas à se soucier d'équilibrer les échanges : qu'ils vendent sur le marché intérieur ou à l'étranger n'est pas leur problème, de même qu'ils ne se préoccupent pas de savoir dans quel pays ils s'approvisionnent.

La contrainte extérieure correspond à la nécessité pour un Etat de gérer cette contradiction. La marge de manœuvre de la politique économique est donc réduite par la nécessité de ne pas créer de déficit du commerce extérieur trop important ou durable.

Cette règle est plus ou moins contraignante : ainsi, à l'époque de la suprématie du Dollar, les Etats-Unis pouvaient imposer un déficit de leurs échanges. Le degré d'ouverture, de dépendance énergétique d'un pays, la qualité de son insertion dans la division internationale du travail rendent plus ou moins rigide cette contrainte.

Le bilan que l'on peut tirer de la (timide) relance Mauroy entre juin 1981 et juin 1982 est particulièrement clair de ce point de vue : quand un pays intermédiaire relance à contre-courant, il augmente ses importations sans stimuler ses exportations. Le déficit extérieur se creuse, l'endettement extérieur augmente tandis que le Franc perd de sa valeur. Comme l'inflation, qui plus est, reste bien supérieure en France, on débouche logiquement sur la dévaluation de juin 1982 et sur un premier plan de « rigueur ».

Mais la dévaluation ne peut pas suffire à freiner le cercle vicieux qui s'est enclenché. Et puisque la reprise extérieure ne vient pas, il ne reste qu'une solution qui consiste à réduire la demande intérieure, autrement dit à durcir la politique d'austérité.

la conjoncture récente fait apparaître que l'économie française est soumise à une contrainte extérieure particulièrement dure, que les graphiques III et IV permettent de visualiser.

## 2. Un héritage laissé par la droite, ou la sanction d'une politique désastreuse ?

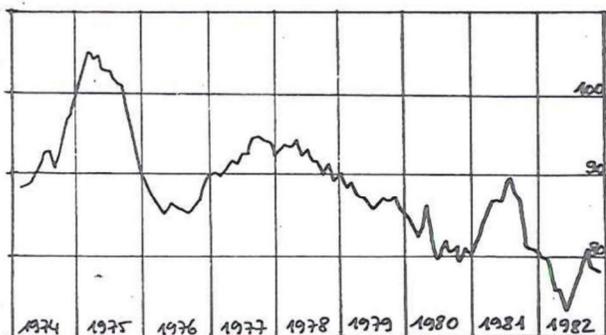
Il faut alors analyser les raisons profondes de cette situation et aborder la question de l'insertion de l'in-

même ceux de Renault, entreprise nationale, se plaignent à déclarer que leur marché intérieur, c'est l'Europe.

Le développement des échanges va donc logiquement de pair avec l'internationalisation de la production : « les sociétés multinationales organisent une division du travail en leur propre sein. Elles fabriquent les pièces de rechange sur un continent, et possèdent des chaînes d'assemblage sur un autre. Elles transfèrent d'un pays à l'autre, sinon d'un continent à l'autre, la fabrication de tel ou tel type de leurs produits » (E. Mandel et J. Ross, dans *Quatrième Internationale*, avril-mai-juin 1982).

La forte expansion du commerce entre pays impérialistes a été favorisée par l'intégration régionale et internationale marquée par l'accord du GATT, la CEE et la disparition progressive des barrières douanières. Mais cette homogénéisation du marché implique, en même temps, que ces échanges sont de moins en moins fondés sur la complémentarité des productions et de plus en plus sur la concurrence. L'ouverture des frontières, bien loin de représenter un pas vers une coopération harmonisée, suscite de nouvelles contradictions ; ainsi le capitalisme « agit avec ses méthodes, c'est-à-dire avec des méthodes anarchiques qui sapent son propre travail en opposant un pays à un autre » (Trotsky). C'est la loi du développement inégal et combiné qui reproduit à l'échelle mondiale les contradictions du capitalisme.

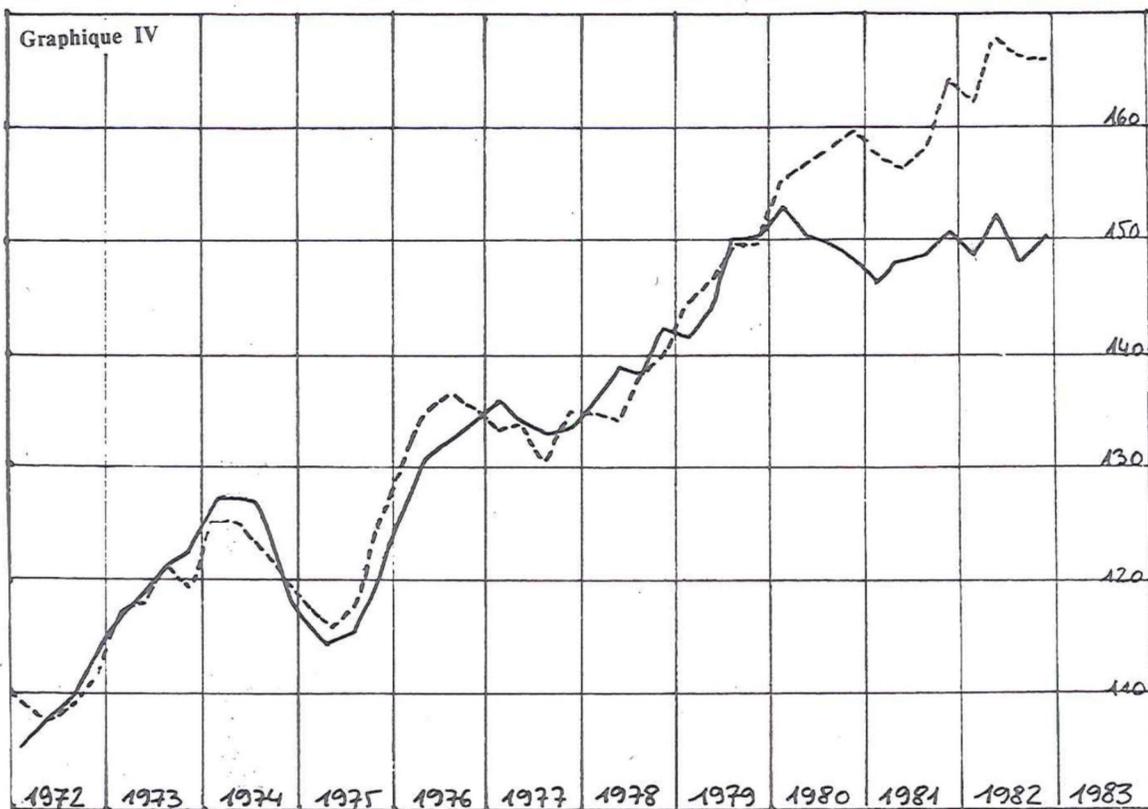
La crise du système monétaire en est l'expression la plus claire : elle a pour essence la contradiction entre l'internationalisation de la production et l'existence



TAUX DE COUVERTURE DES PRODUITS MANUFACTURÉS  
= rapport exportations/importations (en %)

Graphique III

Source: INSEE



PRODUITS MANUFACTURES - Indices d'évolution base 100 en 1970  
 ---- Taux de pénétration (importations/demande totale)

— Demande totale

dustrie française dans la division internationale du travail.

Imaginons ce petit dialogue entre un technocrate de gauche et un technocrate de droite :

— « Vos amis ont laissé le 10 mai 1981 une situation catastrophique ! Le déficit commercial a augmenté de 23 milliards en 1978 à plus de 100 milliards en 1980 et 1981, à cause de votre politique de surévaluation du Franc et d'abandon de secteurs entiers de l'industrie nationale !

— « Vous mentez : c'est le deuxième choc pétrolier de 1979 qui explique entièrement le fort déficit de 1980 et 1981. Vous aviez la chance d'avoir un prix du pétrole stable, et c'est votre politique désastreuse de relance de la consommation qui a provoqué l'explosion des importations en 1982 !

— « Pas du tout ! Vous oubliez de dire que nous payons le pétrole en dollars, et que le Dollar a augmenté de 40 % en deux ans à cause de Reagan !

— « Avec vous, c'est toujours la faute des autres ! Et les Allemands, et les Japonais, ils payent leur pétrole en dollars eux aussi ! Pourtant regardez leurs excédents commerciaux : c'est que eux, ils sont compétitifs, leurs entreprises ne succombent pas sous les charges dont vous accablez les patrons français ! »... etc.

Comme toujours dans ce genre de situation, les deux interlocuteurs se basent chacun sur une vérité partielle :

● Il est vrai que la raison fondamentale des déséquilibres du commerce extérieur français tient à la faiblesse

Source: INSEE

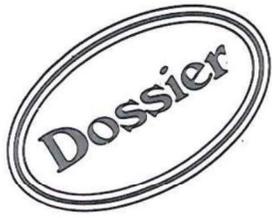
de l'industrie, elle-même explicable, entre autres, par les politiques menées par la droite et en particulier par Giscard depuis 1974.

● Mais, conjoncturellement, il est vrai aussi que la timide « relance » menée par Mauroy durant la « première phase » de son gouvernement a profité essentiellement aux importateurs : alors que la consommation des ménages en France augmentait en volume de 5,5 % au premier semestre 1982, la production industrielle stagnait complètement. C'est d'ailleurs ce qui explique la décision d'abandonner en catastrophe cette politique et d'entrer dans une phase de « rigueur » prolongée.

Comment se manifeste ce caractère « faiblard » de l'industrie française ? D'abord dans la structure des échanges : les capitalistes français achètent aux pays impérialistes (surtout à l'Allemagne) les machines et les matériels électroniques sophistiqués nécessaires à l'investissement et à la production ; et ils vendent, aux pays sous-développés, des machines et des équipements beaucoup moins modernes, et surtout des avions et des armes. Les autres productions qui rapportent des devises sont le Cognac, le Champagne, les parfums, et surtout les produits agricoles : l'industrie n'y est pas pour grand-chose.

Finalement, le déficit dû au pétrole (162 milliards en 1981) ne doit pas faire oublier celui lié aux échanges avec les pays capitalistes développés (61 milliards) ; il n'y a qu'avec les pays sous-développés (hors OPEP) que la France réalise un excédent commercial.

Ainsi, les industriels français ont une position très



faible sur le marché mondial ; pas du tout à cause des prix trop élevés, liés à des « charges sociales et salariales écrasantes », comme le prétend le CNPF (Les deux pays développés les plus compétitifs sur le plan du coût salarial sont le Japon et... l'Angleterre : le premier triomphe sur tous les marchés, le second est dans une situation catastrophique...). Mais parce que, sauf dans l'aéronautique et les matériels de transports, ils ne produisent plus que des biens banalisés, soumis à la concurrence y compris de certains pays sous-développés d'Extrême-Orient ou d'Amérique latine. L'industrie allemande au contraire, « peut vendre ses machines quel que soit le cours du Mark car les autres industries nationales en ont besoin coûte que coûte » (A. Lipietz, *L'Échec de la première phase*).

En outre, cette mauvaise spécialisation internationale de l'industrie française la rend plus fragile : une crise aggravée dans les pays ultra-endettés du tiers monde, une baisse des prix du pétrole et donc des revenus des pays de l'OPEP, risquent de la priver de ses rares débouchés extérieurs : équipements et services pétroliers, travaux publics, qui représentent plus de 60 milliards de francs. A l'inverse, la reprise économique qui se dessine aux Etats-Unis ne favorisera pas les exportations françaises, très faibles dans cette direction.

### 3. D'où vient cette faiblesse de l'industrie française ?

Il faut revenir en arrière pour comprendre les raisons profondes de la débilité relative de l'industrie française : pas seulement pour comprendre les contradictions du gouvernement Mauroy, mais aussi pour cerner les obstacles auxquels se heurterait une politique de rupture avec le capitalisme en France ;

La racine profonde du phénomène est historique : l'industrie française vaut ce que vaut la bourgeoisie française. Celle-ci, depuis 1789 et tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, a dû rechercher en permanence l'appui de la petite bourgeoisie traditionnelle contre un prolétariat combatif et menaçant. Les compromis répétés qu'a dû passer le grand capital avec la fraction la plus retardataire de la bourgeoisie, la petite bourgeoisie et la paysannerie, sous les III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Républiques, ont entravé considérablement l'émergence d'un véritable

capital financier basé sur de puissants monopoles industriels. Ce n'est qu'à partir de 1958 et grâce aux institutions de la V<sup>e</sup> République que s'est véritablement constitué un capital financier, fusion dans des groupes géants des secteurs de la bourgeoisie bancaire et de la bourgeoisie industrielle.

Ce retard (par rapport aux principaux concurrents) dans l'établissement de l'hégémonie du grand capital coûte aujourd'hui très cher à la bourgeoisie française. Son économie s'est ouverte aux échanges internationaux plus tard que celles de ses concurrents. Dans plusieurs secteurs décisifs elle a accumulé des retards technologiques et commerciaux, et n'a pas participé au premier partage des marchés : le cas de l'électronique est flagrant, avec l'échec du « Plan Calcul » de de Gaulle ; mais il y en a d'autres, comme celui de la chimie fine, de la hifi, des motos...

Résultat : les trusts français se sont spécialisés dans les productions peu sophistiquées, profitant du grand réservoir de main d'œuvre peu qualifiée laissé par le retard du développement capitaliste, dans l'agriculture en particulier. En accélérant de façon fantastique l'exode rural, puis l'immigration, le grand capital a pu orienter l'industrie vers des productions requérant peu de qualification et distribuant des bas salaires.

Plutôt que de produire des biens d'équipement perfectionnés ou des ordinateurs, les industriels français ont préféré les importer et se consacrer à la fabrication de voitures, d'avions, ou de biens de consommation assez simples. Les tentatives gaullistes de préserver « l'indépendance nationale » en matière industrielle ont échoué : Plan Calcul, filière nucléaire française, machines-outils... la politique giscardienne a carrément abandonné toute velléité de ce genre pour se lancer à fond dans la division internationale du travail. C'était la « politique des créneaux » : se consacrer exclusivement aux secteurs où la compétitivité française était déjà acquise (avions, voitures, équipements pétroliers, travaux publics, armements) ; et sacrifier des pans entiers du reste, quelle que soit son importance stratégique (non seulement sidérurgie et textile, mais machines-outils, électronique...).

Ainsi, la France s'est de plus en plus tournée vers le commerce extérieur (la part des importations dans l'offre totale de produits industriels est passée de 10 % en 1963 à 16 % en 1970 et 28 % en 1980) Mais elle s'est enfoncée dans une dépendance accrue puisque elle doit importer des produits d'importance vitale pour pouvoir investir, et même pour seulement satisfaire une augmentation de la demande intérieure

La politique des « créneaux » de Giscard a donc encore creusé les trous que de Gaulle avait échoué à combler : l'industrie française ressemble fort à un gruyère. Les actuelles tentatives du gouvernement de gauche pour transformer le gruyère en mimosette, en bouchant les plus gros trous, risquent fort de capoter : comment donner une chance de survie à une usine française débutant dans la production de composants électroniques, par exemple, sans une politique systématique de commandes publiques (avec l'ensemble des entreprises nationalisées) et un minimum de protection par rapport aux concurrents américains qui ont trois longueurs d'avance ? Comment concilier ceci avec l'« autonomie de gestion » des P-DG du secteur nationalisé, et le sacro-saint libéralisme économique ?

Un débat entre « libre-échangistes » et « protectionnistes » est actuellement mené dans les sphères gouvernementales. *Liberation* a pu parler des « Albans du PS » tandis que le PCF faisait campagne pour vanter les mérites du Made in France.

## 4. Le grand bluff économique des libre-échangistes

Officiellement le débat semble tranché : Mauroy, Delors, Mermaz ont multiplié les déclarations en faveur du libre-échange tandis qu'aux yeux de Maire le protectionnisme constitue — avec la radicalisation — le risque majeur de la période.

Il faut mener ce débat, même s'il est posé en des termes largement biaisés. Les tenants du libre-échange font croire que ce dernier s'est imposé par la baisse générale des droits de douane : mais il existe bien d'autres mesures que l'on peut qualifier de protectionnistes. On fait semblant de croire que « nos partenaires » n'utilisent pas de tels moyens, ce qui est assez largement faux. Sous des formes différentes, les Etats-Unis, comme la RFA, ont des dispositifs protectionnistes assez efficaces. Dans le cas du Japon, la réussite de son industrie est due, entre autres facteurs, à une utilisation habile de mesures protectionnistes sélectives et à une politique d'intégration dont l'un des objectifs essentiels est de boucher les trous par où pourrait se réaliser la pénétration étrangère.

L'internationalisation du capital n'a pas supprimé les attaches territoriales des groupes : la multinationalisation se réalise dans la majorité des cas sur la base d'un marché intérieur important, et avec le soutien d'une politique étatique. Le libre-échange pur n'existe pas plus que l'autarcie complète.

Ceci étant rappelé, il faut engager le débat plus à fond pour la raison simple suivante : s'il est vrai que l'on ne peut faire autrement que jouer le jeu du marché mondial, alors la politique d'austérité est effectivement inéluctable. C'est d'ailleurs la philosophie spontanée des technocrates bourgeois qui aiment fabriquer — sans les démontrer — des théorèmes comme celui-ci : « pour s'en sortir avec la liberté des échanges, il faut 5 % de réduction du pouvoir d'achat. Avec le protectionnisme, c'est 10 % ».

Il y a là une baudruche idéologique à dégonfler : le seul argument, c'est au fond la croyance aux bienfaits du libre-échange qui assurerait l'optimum pour tous les partenaires, en fonction de leurs « avantages comparatifs », comme on dit dans les manuels. Si cela était vrai, des millions de gens ne souffriraient pas de malnutrition dans le monde alors que le développement actuel des forces productives permettrait de répondre à ces besoins élémentaires. Voilà pour balayer ce genre de sornettes.

On ne peut laisser les tenants du libéralisme occuper le terrain dans le débat actuel. Il faut retourner la charge de la preuve et s'interroger sur les garanties offertes par les partisans de l'ouverture.

La première difficulté est la suivante : la nécessité d'affronter la concurrence internationale débouche rapidement sur une politique d'austérité. Or, même d'un point de vue capitaliste, la réussite d'une telle politique n'est pas évidente. Le CEPII (Centre d'études et

de prospective spécialisé dans les relations industrielles internationales) a bien mis en lumière ces mécanismes de régression industrielle :

*« Dans un premier temps, des politiques keynésiennes de relance ont tenté de soutenir la croissance, mais elles ont engendré une montée des transferts et des déficits publics et aggravé l'inflation sans permettre d'enrayer la montée du chômage. Les politiques monétaires qui, à partir des Etats-Unis, s'étendent désormais à l'ensemble du monde sous la pression de la contrainte extérieure, ont des effets encore plus pervers sur l'industrie, car elles ignorent totalement les racines structurelles de l'inflation (...) Le maintien de taux d'intérêt élevés et la faiblesse de la demande nationale et internationale bloquent alors l'investissement industriel. L'industrie ne pouvant se réorganiser, la crise se prolonge. »* (L'économie mondiale à l'horizon 1990. *La lettre du CEPII*, octobre 1982). On ne saurait être plus clair.

Mais, nous dira-t-on, l'austérité sert à assainir la situation, elle n'est que passagère. Dans l'intervalle, la politique industrielle aura permis de mieux se placer dans la concurrence et d'aborder la reprise qui vient en position plus avantageuse. Ce raisonnement est absurde : c'est l'une des fonctions de toute crise capitaliste de redéfinir les positions relatives et il n'y a donc aucun automatisme quant à ce rétablissement.

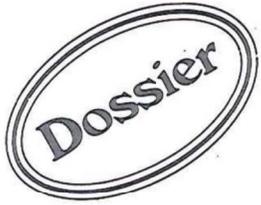
Prenons l'exemple de la filière électronique autour de laquelle est censée s'organiser une éventuelle sortie de crise : on constate dans ce secteur que la France et l'Allemagne ont raté le coche et pris un retard considérable en matière d'investissement. Pour paraphraser un théorème généralement attribué à l'ex-chancelier Schmidt : les investissements risquent d'être les surcapacités de demain.

Il n'est même pas évident que les solutions industrielles européennes représentent une marge de manœuvre importante. Sur ce point encore les conclusions du CEPII incitent au pessimisme :

*« En l'état actuel des politiques suivies par les pays membres de la CEE, celle-ci n'apparaît capable ni de sortir de façon autonome de la crise, ni de tirer parti, pour tous ses membres, d'un éventuel assainissement financier et d'une réorganisation de l'industrie mondiale (...) sans doute la croissance pourrait-elle reprendre sous une impulsion nippo-américaine. Mais l'Europe risquerait alors de n'être plus qu'une zone de second rang où chaque pays chercherait à tirer profit de la reprise pour son propre compte »*

Compte-tenu de cette analyse, certains mettent en avant la notion de « relance concertée ». Il s'agit d'une idée simple : si tous les pays européens avaient relancé en même temps, l'économie française ne serait pas venue buter sur la contrainte extérieure. Il s'agit là d'une ânerie réformiste typique qui s'écroule devant cette simple question : pourquoi Reagan, Thatcher, Kohl ne relancent pas ? La réponse est simple : parce qu'ils ont déjà essayé (ou leurs prédécesseurs) dans la période 1976-79 et qu'ils ont constaté que ce n'était pas la bonne méthode pour sortir de la crise à la mode capitaliste, c'est-à-dire en rétablissant le taux de profit. C'est la seule réponse, simple et évidente, qui renvoie la relance concertée et autre keynésianisme mondial au magasin des accessoires de la social-démocratie.

L'inconsistance d'un tel projet — qui risquerait assez vite de se transformer en « récession concertée » — a au moins l'avantage de révéler à quel point ceux qui l'avancent n'ont rien compris à la nature



profonde de la crise, ou font sciemment semblant de n'y rien comprendre. La crise du capitalisme ne se laisse pas réduire à un problème de coordination des politiques économiques d'un pays à l'autre.

Reste à mettre les points sur les i et à avancer l'argument décisif d'un point de vue de classe : accepter la logique de la division internationale du travail, c'est accepter les exigences de la compétitivité, c'est accepter les normes dominantes de production. A quoi sert le marché mondial sinon à tendre à l'unification de ces normes ? Acheter une chemise fabriquée à Hong-Kong c'est valider le taux d'exploitation des prolétaires qui l'on fabriquée, et cette validation pèse sur le taux d'exploitation dans le pays importateur. La bourgeoisie concernée parlera de charges trop lourdes, et ses pluminets de crise de l'Etat-providence.

Il n'y a pas d'autre possibilité, tendanciellement, que de se soumettre à ces normes, c'est-à-dire appliquer l'austérité, ou de se voir sanctionné par le marché.

*« Il est clair que, dès qu'un pays s'écarte durablement de ces normes tout en voulant jouer le jeu sur le marché mondial, il est entraîné dans un cercle vicieux de crise. Il paie ainsi son originalité. C'est le cas du Royaume-Uni : ayant des conditions de travail moins dégradées (...) un système bancaire moins efficace pour l'industrie, un régime d'accumulation ralenti et un Etat paralysé par les conflits de classe, ce pays n'a pas enregistré la forte croissance qu'ont connue les autres pays européens dans l'après-guerre. »*

Voilà ce qu'écrivait en 1977 la commission économique du PSU dans *l'Utopie réaliste*. Et de résumer très clairement la règle du jeu :

*« La capacité d'une bourgeoisie à tenir sur le front du commerce extérieur est principalement le résultat de sa capacité à maintenir son hégémonie sur le plan intérieur, et notamment à limiter les effets de la lutte économique des travailleurs qu'elle y exploite. »*

Depuis, bien sûr, le PSU a préféré un réalisme moins utopique... ou une utopie moins réaliste. Pourtant les termes de l'alternative n'ont pas changé : ou un processus cumulatif de désindustrialisation à l'anglaise, ou la rupture avec le marché mondial. Faut-il alors se rallier aux thèses du PCF ?

A première vue, l'analyse qui précède semble en effet converger avec la thèse du PCF. Quand les économistes de ce parti décrivent le processus d'internationalisation du capital, la politique du « tout à l'exportation » de Giscard, la déstructuration de l'appareil productif français, il s'agit d'un constat d'évidence.

Mais les thèses du PCF vont plus loin et reposent sur le postulat général selon lequel il existe des solutions nationales à la crise. Dès lors, le PCF se trouve en porte-à-faux entre deux caractérisations :

- La crise est une crise du capitalisme.
- La crise est une crise d'un capitalisme.

## 5. Faut-il produire français ?

Les citations ci-dessous, extraites du livre de Juquin, *Produire français, le grand défi*, témoignent de cette ambiguïté :

*« Le pernicieux dans la priorité à l'exportation, c'est en effet qu'elle déstructure peu à peu la France (...) Comment les groupes français ont-ils choisi leurs créneaux ? Librement ? Pas du tout : pour gagner de l'argent au plus vite à l'exportation, ils ont tenu compte avant tout des choix des concurrents, ils se sont glissés dans des interstices de marché international laissés libres par les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne fédérale. Au lieu de se battre avec eux dans certains domaines clés. » (p. 107)*

Un peu plus loin, Juquin fait état de sa grande conviction : *« aujourd'hui toute orientation nationale réellement anti-crise prend un contenu anticapitaliste »* (p. 115). Il y a même ce passage extraordinaire où Juquin explique que le socialisme va se construire sans qu'on s'en aperçoive : *« quand nous serons sortis complètement, définitivement de la crise, si nous nous retournons sur le chemin parcouru, je ne sais à quel moment (...) nous verrons que les lois du capitalisme ne dominent plus notre pays »* (p. 115).

La voix française au socialisme est donc résolument magique. Renonçons pour l'instant à nous y engager. Admettons avec Juquin que le capital français est « fainéant » et que cela explique la rigueur particulière de la contrainte extérieure subie par la France. Et après ? Faut-il en conclure que la tâche de l'heure est de lui redonner du cœur à l'ouvrage ?

C'est d'une certaine manière le projet du PCF. Il s'agit d'une économie mixte où cohabiteraient deux secteurs :

● Le secteur public et nationalisé appliquant les fameux « critères de gestion » qui, combinés avec « l'intervention des travailleurs », permettraient de « reconquérir le marché intérieur » et de jeter les bases d'une « nouvelle productivité ». Mais laissons parler Herzog :

*« Dans le souci de répondre efficacement aux besoins des travailleurs et de la France, les communistes cherchent à fonder les nouvelles décisions pour des productions compétitives sur une productivité différente et supérieure, faisant beaucoup plus appel non seulement à la recherche appliquée, mais aussi à la qualification et à l'initiative des hommes, en réduisant systématiquement tous les gâchis du capital, y compris à l'exportation. Nous proposons à cet effet des critères de gestion fondés sur l'élévation de la valeur ajoutée en France relativement au capital matériel et financier avancé. » (Le Monde du 6 octobre 1982).*

● Mais « le secteur privé a et doit garder une importance considérable » car les « petites et moyennes entreprises sont indispensables pour donner souplesse et efficacité au fonctionnement de l'économie » (in *L'Economie à bras le corps*, éditions sociales, p. 180). D'où la ques-

tion qui se pose immédiatement : « Comment inciter les patrons du secteur privé à accroître les productions efficaces et les emplois, en tenant compte qu'ils demeurent propriétaires de leur entreprise et travaillent selon les critères du profit et de la rentabilité ? » (*idem*, p. 238).

La solution à ce problème ? C'est une « conception révolutionnaire d'une économie mixte » (sic) qui consiste à « favoriser l'influence de nouveaux critères de gestion mis en œuvre dans le secteur public par l'intermédiaire du crédit et de la fiscalité, par l'intervention des travailleurs dans le secteur privé lui-même afin d'obtenir des modifications des exigences capitalistes » (*idem*, p. 239).

Il y aura donc coexistence et compétition entre les critères : « Les nouveaux critères que nous proposons devraient cohabiter pendant très longtemps avec les anciens, ceux de la rentabilité. » (*idem*, p. 181)... « Nous sommes partisans d'un large développement de leurs rapports contractuels, dans l'opposition mais aussi la coexistence des critères de gestion de façon à assurer une cohérence globale, une vie commune, tout en administrant par la pratique la preuve de la supériorité des critères d'efficacité sociale. » (*idem*, p. 240).

Les théoriciens du PCF vont assez loin dans l'hymne aux vertus de l'économie mixte, y compris jusqu'à la mise en cause de la planification centralisée. Le livre d'Herzog n'y consacre qu'une page évasive : elle ne constitue pas, manifestement, l'une des pièces maîtresses du dispositif. Et on peut lire cette bizarre prise de position dans la revue économique du PCF : « Il convient de limiter l'ampleur des restructurations, pour respecter les synergies des groupes, comme le soulignait, l'an dernier, M. Le Garrec alors secrétaire d'Etat chargé de l'extension du secteur public : "nous nous refusons à jouer au meccano avec des groupes dont l'organisation interne ne peut pas être bouleversée sans risque grave" (...) L'excès de concentration réduit la diversité du choix des produits et des fournisseurs. » (D. Dxnset, « La reconquête du marché intérieur, une stratégie » in *Economie et politique* n°65, septembre 1982).

On voit que la « cohérence » de l'ensemble est peu assurée ; mais c'est au détour d'un paragraphe qu'Herzog montre à quel point toute cette construction n'est qu'un bricolage instable : « Les patrons émettront sans doute une principale critique : un tel critère pousserait à trop d'emplois et trop de salaires. C'est ne pas tenir compte du cadre concurrentiel dans lequel nous sommes et restons : les productions doivent être compétitives. Les travailleurs devront obtenir une production vendable et, dès que possible, des excédents suffisants pour moderniser l'outil de production. Pour l'obtention de tels résultats, les hausses de salaires et les créations d'emplois nécessitent une productivité accrue, avec une réduction beaucoup plus forte des coûts matériels et financiers par unité de produit. » (*L'économie à bras le corps*, p. 182).

Mais dire que les productions doivent être compétitives, c'est dire que l'on doit gérer selon la logique du profit qui domine dans le cadre concurrentiel (lire le marché mondial) dont on déclare ne pas vouloir sortir. Comment dire plus clairement que « la bataille pour produire français » n'est pas une rupture avec le marché mondial mais un projet de restructuration du capitalisme à base nationale. C'est la collaboration de classes aux couleurs de la France et, d'ailleurs, les références à de Gaulle et Thorez fleurissent dans les écrits du PCF ces temps-ci.

Puisque l'on reste dans le « cadre concurrentiel », le choix du « produisons français » marque une préférence pour l'exploitation française des travailleurs français, sans rien changer aux conditions de travail et de vie de ces derniers. Cette ligne ne constitue pas une alternative ouvrière à la crise ; il ne suffit pas de parler de « nouvelle » productivité pour faire disparaître l'exploitation. L'illusionniste Juquin (qui construit le socialisme les yeux fermés) rejoint ici Maire l'enchanteur !

Il y a pire : puisqu'il s'agit au fond d'un programme d'union nationale, il est lourd de toutes les déviations xénophobes : que l'on se rappelle les manifestations contre l'acier allemand et le bulldozer de Vitry. C'est la même logique qui fait passer la solidarité avec le patronat français avant la solidarité internationale des travailleurs.

Mais il s'agit en tout état de cause d'un programme utopique. Si l'on y regarde de plus près, il peut même être qualifié de réactionnaire dans la mesure où il cherche à faire tourner à l'envers la roue de l'Histoire et à effacer le processus d'internationalisation du capital. Un minimum de « cohérence » est rétabli, mais seulement parce que le PCF s'appuie sur une conception fautive de l'économie mondiale comme simple juxtaposition de capitalismes monopolistes d'Etats nationaux.

Dans ces conditions une rupture avec le marché mondial, sans rupture avec le capitalisme à l'intérieur, risquerait de donner raison aux tenants du libéralisme et de déboucher sur une récession encore plus profonde. Mais chercher à imaginer ce que pourrait donner l'application d'un tel projet est même probablement erroné. Car sous des dehors simples, trop simples — produisons français — il est singulièrement inconsistant. Par qui et comment va-t-il être imposé ?

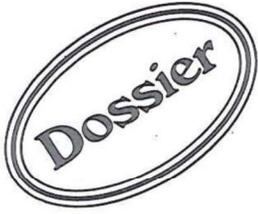
Voici ce qu'en dit Herzog :

« Personne ne propose de soviets à l'entreprise ! Nous communistes, proposons en revanche le début d'un pluralisme dans les conceptions de gestion, afin de fonder une efficacité supérieure compte tenu des résultats actuels déplorables (...). Les critères appelés à dépasser la rentabilité financière privée prouveront par la pratique qu'ils sont meilleurs, et devront réussir à infléchir le contenu des décisions motivées par le profit. » (*L'économie à bras le corps*, p. 305). Comment Herzog va-t-il « infléchir » les licenciements qui vont intervenir à brève échéance dans la sidérurgie lorraine ? Rien dans ce charabia n'est susceptible de mobiliser les travailleurs. Herzog les mène en bateau : ils n'ont pas de meilleurs critères que le patron lorsqu'il s'agit d'obtenir une « production vendable ». Ce n'est pas leur terrain.

Les travailleurs n'ont pas besoin qu'on leur explique VA/C ou qu'on leur vante les mérites de la production française : ils savent que le système capitaliste n'est pas orienté vers la satisfaction optimale de leurs besoins. Ce n'est qu'en prenant en main les leviers de commande qu'ils pourront mettre en œuvre d'autres choix sociaux ; sur cette voie, les Herzog et les Juquin sont des obstacles.

## 6. Ne pas évacuer les problèmes

Pour les marxistes révolutionnaires, la perspective est clairement tracée : l'internationalisation des forces



productives rend utopique un projet de construction du socialisme dans un seul pays. Cette constatation n'implique pas pour autant l'inéluctabilité d'une révolution socialiste simultanée dans les principaux Etats bourgeois. Dans une brochure publiée par notre courant en 1974, la contradiction est clairement exposée :

*« L'instauration d'un Etat des conseils ouvriers, mettant en œuvre une économie planifiée démocratiquement, fonctionnant non plus pour le profit mais pour la satisfaction des besoins et protégée par un monopole étatique du commerce extérieur, signifierait cette fois une rupture avec l'économie mondiale capitaliste, sans pour autant qu'on puisse négliger l'existence d'un marché mondial capitaliste, exerçant des pressions considérables sur le fonctionnement de l'Etat ouvrier, ni l'impossibilité pour les forces productives de se développer jusqu'au socialisme, enfermées dans les frontières nationales. » (dans La solution du PCF à la crise du capitalisme, J. Valier).*

La référence abstraite à l'internationalisme ne suffit donc pas : il est nécessaire, sans pour autant flirter avec une logique de contre-plan, de donner un contenu concret aux solutions ouvrières et en particulier de préciser les modalités de cette « rupture avec le marché mondial ».

Elle ne peut signifier l'autarcie, et ne souffre pas de sous-estimation des « pressions considérables » exercées à travers les échanges extérieurs : on ne peut balayer d'un revers de main le problème de la « contrainte extérieure ». Un état ouvrier ne pourrait négliger le nécessaire équilibre des paiements : c'est la condition de son indépendance de classe vis-à-vis de la bourgeoisie internationale. Un endettement permanent auprès des pays capitalistes dans leur ensemble serait une arme formidable : l'exemple du Portugal montre que c'est l'un des canaux importants de l'offensive contre-révolutionnaire. Pas d'expérience socialiste en rupture avec le marché mondial sans maîtrise de l'équilibre des échanges !

## 7. La rupture avec le marché mondial, ce n'est pas l'autarcie

Dès qu'on lui parle de « rupture avec le marché mondial », n'importe quel économiste réformiste hausse les épaules : « fermer les frontières et vivre en

autarcie, ça impliquerait un retour en arrière de deux siècles ! » Voilà un argument qui est censé ridiculiser toute réflexion alternative à l'acceptation pure et simple des règles du jeu capitaliste au niveau mondial.

Aucune usine française ne pourrait tourner si le pays cessait d'importer : il est inutile d'aligner des chiffres sur la « dépendance énergétique » de la France pour le démontrer. L'appareil productif ne peut absolument pas marcher sans pétrole. Quelle que soit la volonté politique de réduire cette dépendance, ses fruits ne peuvent venir que lentement et progressivement.

Mais rassurons tout de suite ceux qui prétendent respecter le libre-échange au nom de la défense du niveau de vie des travailleurs : nous ne pronons pas le retour à l'âge de la bougie. Sauf catastrophe, effondrement du commerce mondial, krach financier généralisé ou guerre — hypothèses qui ne peuvent pas être écartées *à priori* —, la rupture avec le marché mondial que réaliserait un gouvernement ouvrier en France serait d'abord politique : ses effets économiques devraient nécessairement être maîtrisés et progressifs. Nous examinerons plus loin de quels moyens un gouvernement au service des travailleurs, provisoirement isolé en Europe, pourrait se doter pour résister aux pressions et au sabotage venant des capitalistes tant de l'intérieur que de l'extérieur. Voyons d'abord dans quelles directions il faudrait modifier l'insertion de la France dans le commerce international, en particulier vis-à-vis de l'Allemagne (les considérations qui suivent sont limitées volontairement aux relations avec la RFA, afin de mieux illustrer ce que pourrait être une logique de rupture en prenant un exemple certes particulier mais d'une importance primordiale).

En premier lieu, sur la base d'une rupture avec la bourgeoisie nationale, il sera indispensable de rompre aussi les liens de solidarité tissés par la bourgeoisie à l'échelle européenne et internationale. Le Marché commun est un instrument des politiques de « rationalisation » capitaliste de l'agriculture et de secteurs industriels comme la sidérurgie : il faudra donc en sortir, ne serait-ce que pour remettre en route les aciéries condamnées par la lois du profit mais nécessaires à la satisfaction des besoins sociaux, en particulier dans le secteur du logement.

Le système monétaire européen lui aussi devra être abandonné ; la fuite des capitaux provoquée par la panique des possédants ferait en effet s'effondrer le Franc si l'on respectait les règles actuelles. Or, tant que les achats de pétrole continueront à se faire obligatoirement en dollars, un effondrement du Franc signifierait une flambée inversement proportionnelle de la facture pétrolière et des autres importations indispensables. Seul un strict contrôle des changes, et même peut-être une décision plus radicale comme l'inconvertibilité provisoire du Franc, pourra l'empêcher : ces mesures sont intolérables pour les bourgeoisies étrangères. La bourgeoisie allemande peut aujourd'hui, par solidarité et par intérêt bien compris, faire « cadeau » à la bourgeoisie française (son meilleur client) d'une réévaluation du Mark. Elle ne pourrait évidemment pas cautionner des mesures anti-capitalistes d'un gouvernement en France.

Cette question des relations économiques avec l'Allemagne sera évidemment centrale pour la survie d'un gouvernement ouvrier dans l'attente de l'extension de la révolution en Europe. Aujourd'hui l'industrie française dépend stratégiquement de l'industrie al-

lemande en ce qui concerne les bien d'équipement et le matériel électronique professionnel : « le cœur du système productif, les machines à produire des machines » (selon l'expression de Lipietz dans un article déjà cité), la France en importe plus de la moitié. Mais le déficit concernant ces produits (15 milliards en 1982) ne représente que le tiers du déficit total avec la RFA. Le reste, ce sont les automobiles, les lave-vaisselles et lave-linge, l'acier... tous produits que des usines françaises peuvent parfaitement fabriquer en quantités suffisantes.

Un gouvernement au service des travailleurs pourrait parfaitement revendiquer le droit de prendre des mesures énergiques et provisoires pour réduire l'énorme déficit commercial avec la RFA. Accepter près de 40 milliards de déficit permanent, comme ce fut le cas en 1982, ne serait pas tenable : cela signifierait un endettement accentué, une perte progressive d'autonomie, une inflation croissante. Les enchaînements désastreux évoqués précédemment rendraient beaucoup plus difficile une transformation sociale profonde en France même, et faciliteraient la tâche de la réaction.

Là est le cœur du problème : il ne s'agit pas de « produire français pour vaincre le chômage », mot d'ordre chauvin qui dresserait les travailleurs allemands contre leurs frères français, mais de prendre les moyens de défendre une expérience révolutionnaire visant à mettre l'économie au service des travailleurs, à en finir avec l'exploitation et le chômage.

Au lieu d'opposer les intérêts des ouvriers allemands et des ouvriers français, rendus solidaires de leurs patrons respectifs, il faudra au contraire appeler à la solidarité de la classe ouvrière allemande avec la puissante mobilisation sociale à l'œuvre en France. Il faudra lever tous les secrets des affaires : secret commercial, secret bancaire, secret diplomatique... et mener publiquement toutes les négociations ; ouvrir les livres de compte, dénoncer les plans de liquidation concertée de secteurs à l'échelle européenne ; proposer au gouvernement allemand un plan de réduction massive et simultanée du temps de travail pour lutter contre le chômage ; lui demander de négocier en commun des accords directs avec les pays producteurs pour ne plus avoir à payer le pétrole en dollars et affaiblir ainsi l'emprise américaine sur l'Europe. Et toujours : informer les travailleurs allemands des refus et des entraves inventés par leur bourgeoisie, afin de stimuler leur solidarité et leur mobilisation anti-capitaliste.

Les « réalistes », inconditionnels du « libre-échange », disent que le protectionnisme suscite inévitablement des rétorsions : si on interdit aux produits allemands d'entrer, ils boycotteront les produits français et les industries exportatrices s'effondreront. Cet argument mérite qu'on s'y attarde, car un tiers de l'industrie française travaille pour l'exportation.

Tout d'abord l'expression « protectionnisme » doit être rejetée : elle qualifie en effet des mesures prises par un gouvernement bourgeois pour « protéger » ses industriels de la concurrence extérieure. En régime capitaliste cette politique se traduit toujours par une hausse des prix due aux droits de douanes et aux quotas à l'importation, et par une baisse du pouvoir d'achat des travailleurs. L'exemple de la Belgique des années 1970 montre que ces mesures ne protègent pas non plus du chômage.

Mais l'essentiel n'est pas dans ce point de vocabu-

laire. Il faut bien voir que l'arme des rétorsions économiques serait à double tranchant pour les capitalistes allemands. D'abord elle favoriserait la solidarité des travailleurs de RFA, pour peu que ceux-ci comprennent où est leur intérêt de classe. Ensuite, ce n'est pas de gaité de cœur que les industriels allemands se priveraient de leur principal client, auquel ils ont vendu pour plus de 200 milliards de francs de marchandises en 1982. La position de faiblesse commerciale de la France constituerait paradoxalement un atout considérable dans la négociation : l'Allemagne a encore plus à perdre à une rupture des échanges que la France. Il y a là un argument de dissuasion plus efficace que la force de frappe ! Mais qui ne peut être manié qu'avec prudence, et n'est crédible que s'il provient d'un gouvernement ayant rompu tout lien politique avec la bourgeoisie française et mondiale.

Voilà donc quelques éléments, dans le cas des relations avec la RFA, qui indiquent de quelles marges de manœuvre pourrait disposer un gouvernement ouvrier en France pour refuser les diktats de l'extérieur et engager une véritable rupture avec les règles du marché mondial. D'autres problèmes extrêmement compliqués surgiront inévitablement, liés à des dépendances économiques ou technologiques : ainsi avec IBM, le fabricant de la majorité des ordinateurs en service en France, et dont la filiale française ne maîtrise pas l'ensemble de la filière de production. Des problèmes de reconversion également, dont le cas le plus évident est celui de l'industrie d'armement, actuellement une des principales sources de devises. Mais la direction générale est assez claire : réduire provisoirement la part du commerce extérieur dans l'économie française, parvenir à produire sur place tout ce qui est stratégique, afin de ne pas être une proie trop facile aux mesures de blocus économique et technologique qu'envisageront certainement les bourgeoisies étrangères, et qui peuvent faire particulièrement mal à une économie aussi complexe et dépendante que l'est l'économie française.

Bien entendu, on ne construira pas le socialisme dans un seul pays : le socialisme suppose au contraire un développement des échanges internationaux, sur un pied d'égalité et sans exploitation, dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe. Si l'isolement international d'une révolution victorieuse ne dure que quelques mois, les plus grosses difficultés pourront être surmontées aisément. Rien ne permet de se prononcer aujourd'hui sur cette question des rythmes. Mais il est raisonnable d'envisager l'hypothèse d'une période d'isolement et d'instabilité prolongée : seul un appareil industriel dont les trous les plus gros seront progressivement bouchés permettrait alors de résister aux pressions extérieures.

Quels sont les moyens dont il faudrait alors se doter pour avancer et résister à la contre-offensive de la bourgeoisie ?

## 8. Les instruments d'une politique de rupture

La France dispose aujourd'hui d'un potentiel de richesses supplémentaires considérable, gaspillé parce qu'aucun capitaliste ne veut produire pour le bien-être des travailleurs mais seulement pour un profit immédiat. Deux millions de chômeurs, plus de



2 500 000 dans quelques deux ou trois ans selon les prévisions officielles ; des dizaines d'usines qui ferment chaque mois ; des travailleurs sans cesse plus pressurés, des cadences croissantes, le développement du travail en continu, la nuit, les week-end : voilà l'absurde logique de la compétition internationale.

Pour rompre avec elle, et permettre le développement de l'extraordinaire gisement de richesses et de créativité que recèle la classe ouvrière en France, il faudra une relance économique axée sur la satisfaction des besoins sociaux et la solidarité effective avec les prolétariats des pays sous-développés. Une telle politique n'est réaliste que si elle se base sur une planification démocratique centralisée : élaborée après discussions contradictoires au sein des conseils ouvriers à tous les niveaux, et appliquée ensuite centralement de façon rigoureuse.

Nationaliser l'ensemble des grands groupes industriels et financiers est indispensable mais ne suffit pas. Aujourd'hui, non seulement de nombreuses grandes entreprises, très fortement exportatrices ou importatrices, sont encore privées, mais les entreprises nationalisées en 1981 n'ont strictement rien changé à leur insertion dans le marché mondial. Le gouvernement de gauche affirme vouloir réduire le déficit du commerce extérieur, mais refuse absolument de contraindre les PDG des entreprises nationalisées à intégrer cet objectif comme prioritaire dans leur gestion : cela voudrait dire glisser vers le dirigisme et le totalitarisme !

Au contraire, une véritable politique de rupture consisterait d'abord à instaurer un monopole d'Etat sur le commerce extérieur : l'ensemble des services d'achats et ventes à l'étranger du secteur nationalisé serait réuni en une seule agence, qui centraliserait importations et exportations de toutes les grandes entreprises commerçant avec l'extérieur. Cette agence s'assurerait que les groupes nationalisés sont pleinement cohérents, dans leur politique d'import-export, avec les objectifs du plan. Elle serait en mesure de mettre en rapport direct les importateurs de tel produit avec des entreprises situées en France et productrices d'une marchandise équivalente. Elle déciderait aussi du caractère plus ou moins prioritaire, en fonction des besoins sociaux exprimés au cours de l'élaboration du Plan, de telle ou telle importation : le pays ne disposant que d'un montant limité de devises procurées par les exportations, et ne pouvant pas se permettre un endettement cumulatif, des choix devront obligatoirement être faits. On peut par exemple imaginer qu'une

telle agence d'import-export se dispenserait d'acheter les Mercedes, Rolls Royce, caviar et autres saumons qui permettent aujourd'hui aux bourgeois de maintenir leur standing...

Moins évidemment, et moins rapidement, mais non moins nécessairement, elle devrait définir des secteurs où une substitution de production nationale à des importations s'avèrerait possible et nécessaire. L'Etat déciderait alors de développer ces productions, en créant de nouvelles entreprises s'il le faut. Pourquoi ne pas produire des motos ou des tracteurs en quantité suffisante pour le marché intérieur ? Bien sûr, lancer ces productions nouvelles suppose qu'on leur laisse un certain temps pour atteindre le seuil quantitatif à partir duquel leur coût sera comparable à celui de leurs concurrents étrangers : des mesures de limitation des importations seront donc nécessaires, ainsi que des subventions aux entreprises débutantes.

Toujours pour alléger la « contrainte extérieure » et réduire la dépendance par rapport au système « dollar » et à l'impérialisme américain, l'agence nationale d'import-export devra négocier des accords directs avec les pays du tiers monde : au lieu d'acheter avec des dollars le pétrole et les matières premières, on leur proposerait de les échanger, dans des proportions intéressantes pour eux, avec des produits manufacturés et agricoles français. Ces accords de troc pourraient attirer particulièrement les pays pétroliers à forte population (Nigéria, Iran, Mexique...), soucieux d'assurer à leur production des débouchés stables et indépendants des sautes d'humeur du Dollar ou des industries des centres impérialistes.

Par ailleurs, pourquoi une production industrielle réorientée vers la satisfaction des besoins sociaux serait-elle forcément nuisible à l'équilibre du commerce extérieur ? Tous les économistes admettent que le secteur du logement nécessite fort peu d'importations pour fonctionner, mais qu'il est aujourd'hui dans une crise dramatique. Or, le logement est aujourd'hui l'un des besoins les moins bien satisfaits des travailleurs vivant en France. Rien n'empêche donc d'entreprendre une relance massive de la construction et de la réhabilitation de logements, sans qu'il en coûte un sou à la balance du commerce extérieur.

Prenons un autre exemple : si Renault ou Citroën (nationalisé !) construisaient une voiture populaire répondant aux besoins (solide, mécaniquement simple, économe en énergie, qui roulerait plus de 300 000 km, sans gadget), à un prix raisonnable, pourquoi ne pourraient-ils pas l'exporter massivement, en particulier vers les pays sous-développés ? C'est techniquement faisable, mais totalement contraire à la logique capitaliste qui oriente la production vers des modèles fragiles afin que le marché ne se sature pas trop vite.

La centralisation du système bancaire et financier est une condition également impérative d'une politique visant la rupture avec le marché mondial : comment exercer un contrôle rigoureux des sorties de capitaux et de devises, et mettre les banques au service du Plan, si persiste la concurrence entre banques nationalisées ? Si continuent à agir des banques privées ou étrangères, en toute liberté et pour les seuls intérêts de leurs clients capitalistes ?

Par système financier, il faut aussi entendre les directions financières des groupes industriels, qui gèrent les liquidités parfois considérables dont disposent tous les grands groupes. Aujourd'hui, par exemple, qui gère les devises de Renault ? Renault-finance, une entre-

prise basée en Suisse ! En bon gestionnaire capitaliste, Renault spéculé sur les devises comme tous les groupes industriels : quand le Franc faiblit, cette firme nationalisée « modèle » se débarrasse le plus possible de ses avoirs en francs pour acheter des monnaies plus sûres, le Dollar ou le Mark... Non par avidité ou à cause de quelques spéculateurs véreux qui auraient infiltré le secteur nationalisé : mais parce que dans la logique capitaliste que respecte scrupuleusement Renault, il faut maximiser le profit de l'entreprise. Et tant pis pour les réserves de la Banque de France qui partent en fumée quand cette institution tente de contrecarrer la spéculation !

Une véritable centralisation du système financier permettrait de disposer d'un matelas de devises beaucoup plus épais pour décourager les spéculateurs internationaux. Surtout, elle serait la garantie que tout le secteur nationalisé, industriel et bancaire, agit de façon cohérente pour la réalisation des objectifs du Plan en matière de politique monétaire et pour la défense de la position financière de la France.

Bien sûr, de telles décisions secoueraient gravement le système financier international : le poids des banques françaises n'y est pas négligeable. Un effondrement de leur part serait certain si les banques américaines, anglaises et allemandes le décidaient : mais ce serait pour les bourgeoisies de ces pays un vérita-

ble suicide. Le château de cartes des dettes et des créances qui relient tous les pays capitalistes n'y résisterait pas. Les conséquences pour ces pays seraient désastreuses.

On entend parfois dire que la France n'est pas Cuba ou le Nicaragua et que, trop imbriquée dans les échanges mondiaux, elle n'a aucune marge de manœuvre pour mener une politique radicalement différente. Mais on peut retourner complètement cet argument : quel mal peuvent faire Cuba ou le Nicaragua aux Etats-Unis ? Strictement aucun sur le plan économique. Au contraire le poids de la France, cinquième puissance industrielle mondiale, fait que toute agression économique radicale de la part des bourgeoisies impérialistes aurait des effets en retour massifs sur leur propre économie. D'autant plus que leurs contradictions et leurs rivalités feraient obstacle à une politique unifiée de leur part.

Ici encore, on retrouve la question clé : dans une partie de bras de fer où aucun des adversaires ne peut se permettre d'écraser l'autre (car celui-ci l'entraînerait dans la catastrophe), le résultat dépend de la volonté politique du gouvernement qui décide de briser les règles du jeu. Et cette volonté n'est crédible que si elle s'appuie sur une puissante mobilisation populaire et une rupture politique sans équivoque avec la bourgeoisie, ainsi que sur une propagande internationaliste appelant à la solidarité de toutes les classes ouvrières. ■